

**Convention portant renouvellement  
du Groupement d'Intérêt Scientifique  
« ZONE ATELIER BASSIN DU RHONE »**

(2018-2021)

Entre :

- **le Centre National de la Recherche Scientifique**, établissement public à caractère scientifique et technologique, dont le siège est situé 3 rue Michel-Ange 75794 Paris Cedex 16 représenté par son président Madame Anne PEYROCHE, lequel a délégué sa signature pour la présente convention à **Monsieur Frédéric FAURE**, délégué régional Rhône-Auvergne, 2 avenue Albert Einstein, BP 61335, 69609 Villeurbanne Cedex

ci-après désigné par **CNRS**

- **l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Saint-Etienne**, école de l'Institut Mines-Télécom, établissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel dont le siège est situé 158 cours Fauriel, 42023 Saint-Etienne Cedex 02, représentée par son directeur, **Monsieur Pascal RAY**

ci-après désignée par **Mines Saint-Étienne**

- **l'Ecole Nationale Supérieure des Mines d'Alès**, École de l'Institut Mines-Télécom, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel dont le siège est situé 6 avenue des Clavières, 30319 Alès Cedex, représentée par son directeur, **Monsieur Bruno GOUBET**

ci-après désignée par **Mines Alès**

- **l'Ecole Nationale des Travaux Publics d'Etat**, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé rue Maurice Audin, 69518 Vaulx en Velin, représentée par son directeur, **Monsieur Jean-Baptiste LESORT**

ci-après désignée par **ENTPE**

- **l'Ecole Normale Supérieure de Lyon**, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 15 parvis René Descartes BP 7000, 69342 Lyon Cedex 07, représentée par son président, Monsieur Jean-François PINTON lequel a délégué sa signature pour la présente convention à **Monsieur Yanick RICARD**, vice-président à la recherche

ci-après désignée par **ENSL**

- **HEPIA**, établissement autonome de droit public de formation et de recherche, dont le siège est situé 150 route de Presinge 1254 Jussy -Genève, représenté par son directeur général, **Monsieur Yves LEUZINGER**

ci-après désignée par **Hepia**

- **l'Institut National de la Recherche Agronomique**, établissement public à caractère scientifique et technologique, dont le siège est situé 147 rue de l'Université 75338 Paris Cedex

07 représenté par son président directeur général Monsieur Philippe MAUGUIN, lequel a délégué sa signature pour la présente convention à **Madame Christine CHERBUT**, Directrice générale déléguée aux affaires scientifiques

ci-après désigné par **INRA**

- **L'Institut national de Recherche en Sciences et Technologie pour l'Environnement et l'Agriculture**, établissement public à caractère scientifique et technologique, dont le siège est situé 1 rue Pierre-Gilles de Gennes CS 10 030, 92761 Antony Cedex, représenté par son président, **Monsieur Marc MICHEL**

ci-après désigné par **IRSTEA**

- **L'Institut National des Sciences Appliquées de Lyon**, établissement public à caractère scientifique culturel et professionnel, dont le siège est situé 20 avenue Albert Einstein, 69621 Villeurbanne Cedex, représenté par son directeur, **Monsieur Eric MAURINCOMME**

ci-après désigné par **INSA**

- **L'Institut polytechnique de Grenoble**, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel dont le siège est situé 46 avenue Felix Viallet, 38031 Grenoble Cedex 01, représenté par son administrateur général, **Monsieur Pierre BENECH**

ci-après désigné **Grenoble INP**

- **L'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire**, établissement public à caractère industriel et commercial dont le siège est situé 31 avenue de la Division Leclerc, 92260 Fontenay-aux-Roses Cedex, représenté par son directeur général, **Monsieur Jean-Christophe NIEL**

ci-après désigné par **IRSN**

- **L'Institut de Recherche pour le Développement**, établissement public à caractère scientifique et technologique, dont le siège est situé 44, Boulevard de Dunkerque, CS9009 13572 Marseille Cedex 02, représenté par son président directeur général, **Monsieur Jean-Paul MOATTI**

Ci-après désigné **IRD**

- **L'Université d'Aix-Marseille**, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel dont le siège est situé Jardin du Pharo, 58 boulevard Charles Livon, 13284 Marseille Cedex 07, représentée par son président, **Monsieur Yvon BERLAND**

ci-après désignée par **AMU**

- **L'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse**, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel dont le siège est situé 74 rue Louis Pasteur, 84029 Avignon Cedex 01, représentée par son président **Monsieur Philippe ELLERKAMP**

ci-après désignée par **Université d'Avignon**

- **L'Université Claude Bernard-Lyon I**, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 43 boulevard du 11 Novembre 1918, 69622 Villeurbanne Cedex, représentée par son président, **Monsieur Frédéric FLEURY**

ci-après désignée par **Lyon I**

- **L'Université de Genève**, établissement public de droit public doté de la personnalité morale, dont le siège est situé 24 rue du Général-Dufour CH-1211 Genève 4, représentée par son vice-recteur, **Monsieur Michel ORIS**

ci-après désignée par **Université de Genève**

- **l'université Grenoble Alpes**, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé Domaine Universitaire de Saint-Martin-d'Hères - CS 40700 - 38058 Grenoble Cedex 9, représentée par sa présidente, **Madame Lise DUMASY**

Ci-après désignée par **UGA**

- **L'Université Jean Monnet**, établissement public à caractère scientifique culturel et professionnel, dont le siège est situé au 10 rue Tréfilerie, CS82301, 42023 Saint Etienne Cedex 2, représentée par sa présidente, **Madame Michèle COTTIER**

ci-après désignée par **UJM**

- **L'Université Jean Moulin-Lyon III**, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel dont le siège est situé 1 rue de l'Université, BP 0638, 69239 Lyon Cedex 02, représentée par son président, **Monsieur Jacques COMBY**

ci-après désignée par **Lyon III**

- **L'Université Lumière-Lyon II**, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel dont le siège est situé 86 rue Pasteur, 69365 Lyon Cedex 07, représentée par sa présidente, **Madame Nathalie DOMPNIER**

ci-après désignée par **Lyon II**

- **L'Université Nice Sophia Antipolis**, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel dont le siège est situé Grand château, 28 avenue Valrose, BP 2135, 06103 Nice Cedex 02, représentée par son président, **Monsieur Emmanuel TRIC**

ci-après désignée par **UNS**

- **L'Université de Nîmes**, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel dont le siège est situé rue du Docteur Georges SALAN, 30 021 Nîmes cedex 1, représentée par son président, **Monsieur Emmanuel ROUX**

ci-après désignée **UNÎMES**

- **L'Université Savoie Mont Blanc**, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel dont le siège est situé 27 rue Marcoz - B.P. 1104 - 73011 Chambéry Cedex représentée par son président, **Monsieur Denis VARASCHIN**

ci-après désignée par **USMB**

- **VetAgro Sup**, établissement public à caractère administratif, dont le siège est situé 1 avenue Bourgelat, 69280 Marcy l'Etoile, représentée par sa directrice générale, **Madame Emmanuelle SOUBEYRAN**

ci-après désignée par **VetAgro Sup**

le CNRS, les Mines Saint-Etienne, les Mines Alès, l'ENTPE, l'ENSL, Hepia, l'INRA, IRSTEA, l'INSA, Grenoble INP, l'IRSN, l'IRD, AMU, l'Université d'Avignon, Lyon I, l'Université de Genève, l'UGA, l'UJM, Lyon III, Lyon II, l'UNS, UNÎMES, l'USMB, et VetAgro Sup sont désignés ci-après individuellement par la Partie et collectivement par les Parties.

Les entités constitutives de la ZABR sont constituées par les unités de recherche membres et par les unités de recherche associées.

A ce jour, les unités de recherche membres sont les suivantes :

- AMU, IRD agissant en leurs noms et pour la mise en œuvre des activités du LPED UMR 151
- CNRS, Universités Jean Moulin Lyon 3, Lumière Lyon 2, Jean Monnet, ENSMSE, ENS de Lyon, INSA de Lyon agissant en leurs noms et pour la mise en œuvre des activités du laboratoire EVS, UMR 5600
- CNRS, Université Claude Bernard - Lyon1, ENTPE, INRA agissant en leurs noms et pour la mise en œuvre des activités du LEHNA, UMR 5023
- CNRS, USMB agissant en leurs noms et pour la mise en œuvre des activités du laboratoire EDYTEM, UMR 5204
- CNRS, AMU, IRD 237, INRA agissant en leurs noms et pour la mise en œuvre des activités du CEREGE, UMR 34
- CNRS, AMU, IRD, Université d'Avignon agissant en leurs noms et pour la mise en œuvre des activités de l'IMBE, UMR 7263
- CNRS, AMU, Université d'Avignon, UNS agissant en leurs noms et pour la mise en œuvre des activités de l'UMR 7300 Espace
- CNRS, IRD, UGA et Grenoble INP agissant en leurs noms et pour la mise en œuvre des activités de l'IGE, UMR 5001
- IRSTEA agissant en son nom et pour la mise en œuvre des activités des centres d'IRSTEA Aix en Provence, UR RECOVER - Montpellier, UMR GEAU - Grenoble, UR ETNA - Lyon, 2 UR RIVERLY
- Mines Alès agissant en son nom et pour la mise en œuvre des activités du Centre LGEI
- USMB agissant en leurs noms et pour la mise en œuvre des activités du laboratoire LCME
- INRA, USMB agissant en leurs noms et pour la mise en œuvre des activités du laboratoire CARTEL, UMR 042
- INSA de Lyon, agissant en leurs noms et pour la mise en œuvre des activités du DEEP, EA7429
- IRSN agissant en son nom et pour la mise en œuvre des activités du SRTE
- Université de Genève agissant en son nom et pour la mise en œuvre des activités de l'Institut Forel et de l'Institut des Sciences de l'Environnement
- VetAgro Sup, CNRS, Lyon I, INRA, agissant en son nom et pour la mise en œuvre des activités de l'UMR 5557 « Ecologie Microbienne »

A ce jour, les unités de recherche associées sont les suivantes :

- Université Jean Monnet, CNRS agissant en leurs noms et pour la mise en œuvre des activités du Laboratoire Magmas et Volcans, UMR CNRS 6524
- HEPIA agissant en son nom et pour la mise en œuvre des activités de l'inTNE

- UNÎMES agissant en son nom et pour la mise en œuvre des activités de l'équipe d'accueil CHROME, EA7352

Le bassin du Rhône bénéficie d'un patrimoine hydrologique extrêmement important et diversifié qui subit de fortes pressions anthropiques.

Depuis quelques années, l'ensemble des acteurs régionaux s'engage à requalifier ce patrimoine et à valoriser l'exceptionnelle diversité hydraulique du bassin du Rhône. Cependant, ils se trouvent confrontés à l'extrême complexité des hydrosystèmes fluviaux, qui pose notamment des problèmes de connaissance scientifique et d'intégration des échelles de temps et d'espace.

Les équipes de recherche implantées dans le bassin du Rhône sont acteurs de cette dynamique. De 1979 à 1993, grâce aux efforts conjoints du CNRS et du Ministère de l'Environnement, elles se sont mobilisées au sein du PIREN Rhône, connu pour avoir produit le concept d'hydrosystème fluvial et avoir donné une forte impulsion aux pratiques de gestion environnementale dans les milieux fluviaux. En outre, plusieurs équipes implantées dans le bassin du Rhône ont appris la pratique de l'interdisciplinarité dans ce cadre. En 2001, elles se sont engagées conjointement dans le programme « Zone Atelier » lancé par le PEVS et repris par l'INSU, puis l'InEE.

Le 20 octobre 2005, les établissements auxquels appartiennent ces équipes se sont structurés en GIS qui a été renouvelé en 2013.

En 2017, les établissements expriment la volonté de reconduire le GIS avec plusieurs objectifs :

- Encourager les recherches pluridisciplinaires sur les hydrosystèmes dans le bassin du Rhône. Chaque projet de recherche doit concentrer ses efforts sur au moins une des thématiques suivantes : Changement climatique et ressources - Flux, formes, habitats, biocénose - Flux polluants, écotoxicologie, écosystèmes - Observation sociale des territoires fluviaux
- Contribuer à assurer une cohérence des recherches au niveau du bassin du Rhône et à stimuler les échanges entre zones ateliers.
- Promouvoir des approches analytiques qui pourront être déployées sur d'autres bassins versants nationaux et internationaux (incluant les pays en développement) et susciter des échanges à travers nos réseaux et nos conférences.

Le GIS s'ouvre à 4 nouveaux établissements (Hepia, IRD, UGA, UNÎMES).

Entre les Parties, il est convenu ce qui suit :

### **Article 1 - Objet**

La présente convention porte renouvellement du groupement d'intérêt scientifique « Zone Atelier Bassin du Rhône » dénommé **GIS**.

### **Article 2 - Les Missions du GIS**

Le groupement a pour mission de promouvoir, de coordonner et de valoriser les recherches sur le fonctionnement des hydrosystèmes du bassin du Rhône, d'organiser le transfert rapide des résultats en direction des gestionnaires de l'eau, de mettre à la disposition des décideurs des

méthodes d'aide à la décision et d'évaluation des effets des opérations sur le fonctionnement des hydrosystèmes en terme de biodiversité, de durabilité et d'usages potentiels et notamment de:

- initier et organiser une coopération partenariale avec les différents acteurs intéressés par la gestion des hydrosystèmes,
- prendre en compte les attentes des utilisateurs potentiels concernant les résultats de la recherche en termes de connaissances et de transferts,
- conduire des programmes de recherche communs et pluridisciplinaires,
- mettre en commun des données acquises, nécessitant une réflexion préalable sur la structuration et la gestion de ces données,
- organiser des séminaires d'échanges, par site, par thème et inter-thématiques, visant essentiellement à favoriser le dialogue et à élaborer des programmes de recherche communs et interdisciplinaires,
- développer des moyens adéquats permettant la diffusion des résultats.

### **Article 3 - Les entités constitutives du GIS**

Les Parties du GIS sont signataires du GIS pour l'implication de leurs entités comme équipes membres ou équipes associées du GIS

**Une unité de recherche membre du GIS** est une équipe qui participe activement à la dynamique scientifique de la ZABR

Son engagement est d'être acteur de la ZABR dans son ensemble en :

- pouvant participer aux différentes instances d'organisation de la ZABR, avec un pouvoir décisionnel au sein du conseil de direction,
- coordonnant des projets de recherche de la ZABR, notamment dans le cadre de l'accord-cadre Agence de l'eau ZABR,
- communiquant à la structure d'animation de la ZABR les résultats des recherches, les lots de métadonnées, permettant d'alimenter les bilans scientifiques de la ZABR et les actions de transfert développés en interaction avec les chercheurs,
- participant aux conventions organisant le fonctionnement de la ZABR (accord de partenariat avec le GRAIE dans le contexte de l'accord-cadre de coopération conclu entre l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse et les membres du GIS ZABR)
- approuvant et respectant les règles générales du GIS.

**Une unité de recherche associée du GIS** est une équipe qui s'engage à entrer dans la dynamique scientifique de la ZABR.

Son engagement est de construire avec les équipes membres son implication dans la ZABR en :

- participant à la construction des dynamiques scientifiques de la ZABR, notamment en intégrant la commission de coordination scientifique de la ZABR (cf. infra article 4.3)
- ayant la possibilité de participer à des projets de recherche de la ZABR, notamment dans le cadre de l'accord-cadre Agence de l'eau ZABR ou à des séminaires techniques organisés par la ZABR,
- communiquant à la structure d'animation de la ZABR les résultats des recherches, les lots de métadonnées, permettant d'alimenter les bilans scientifiques de la ZABR et les actions de transfert développés en interaction avec les chercheurs,

- approuvant et respectant les règles générales du GIS.

#### **Article 4 : Les instances du GIS**

Le GIS est placé sous la responsabilité d'une présidence assistée par un directeur. Il est doté d'un conseil de direction, d'une commission de coordination scientifique, et d'un comité consultatif.

#### **Article 4 - 1 : Direction du groupement**

##### **1- La présidence**

Le conseil de direction (cf. infra article 4.2) élit en son sein à la majorité absolue une présidence pour une période de 4 ans, renouvelable, à partir du 1<sup>er</sup> conseil de direction qui suit le renouvellement du GIS.

La présidence peut être une personne unique ou deux personnes maximum alors appelées co-présidents.

En cas de co-présidence :

- les co-présidents co-signent tous les documents officiels relatifs au GIS ;
- les co-présidents ont délégation mutuelle pour représenter le GIS ;
- en cas de différend entre les deux co-présidents sur un dossier, la décision revient au conseil de direction qui se prononcera alors à la majorité absolue des votes de ses membres présents ou représentés.

La présidence élabore la stratégie du GIS en concertation avec le conseil de direction et le comité consultatif. Dans ce cadre :

- elle peut proposer à la commission de coordination scientifique une modification de la liste des entités constitutives du GIS,
- elle veille à l'organisation des actions du GIS qu'elle représente à l'extérieur ;
- elle propose l'affectation des ressources du GIS.

##### **2 - Le directeur**

Le directeur assiste la présidence dans l'animation générale et la coordination des actions du GIS, et pour la mise en œuvre des actions de valorisation du GIS. Il conduit sa mission, sous la responsabilité du conseil de direction qui le nomme à la majorité absolue des présents ou représentés. Le directeur est assisté d'un secrétariat.

#### **Article 4-2 : Le conseil de direction**

##### **1 - Composition**

La composition du conseil de direction permet une représentation des principaux domaines scientifiques qui assurent l'interdisciplinarité du GIS. Il est composé de 20 chercheurs maximum (liste en annexe 1, celle-ci ne fait pas partie intégrante de la convention) représentant les unités de recherche membres du GIS, nommés pour quatre ans, proposés par la présidence et approuvés

par les établissements tutelles des unités de recherche membres. La composition du conseil de direction peut être réexaminée à la demande des établissements.

## **2 - Attributions**

Le conseil de direction nomme le directeur du GIS.

Le conseil de direction délibère et est habilité à prendre toutes décisions relatives au fonctionnement du GIS:

- décide des orientations scientifiques, des propositions d'action y compris les actions de valorisation, des projets de recherche pour le GIS sur proposition de la commission de coordination scientifique,
- discute et approuve le programme sur objectif sur l'avis motivé du comité consultatif,
- délibère sur les modes de financement; il fixe notamment la contribution des établissements et/ou des unités constitutives membres au programme d'animation valorisation de la ZABR.
- approuve l'éventuelle adhésion ou l'exclusion d'entités constitutives du GIS,
- propose des modifications à apporter à la présente convention, celles-ci étant constatées par des avenants.

En cas de litige, le conseil de direction est chargé de trouver des solutions à l'amiable.

## **3 - Fonctionnement**

Les réunions du conseil de direction sont convoquées à l'initiative de la présidence. Elles se tiennent au moins trois fois par an.

Les membres du conseil de direction reçoivent, au moins 7 jours avant la réunion, une convocation personnelle avec un ordre du jour. En cas d'absence, ils peuvent donner pouvoir ou se faire représenter. Le conseil de direction peut valablement délibérer si au moins la moitié des unités de recherche membres sont présentes.

Les décisions du conseil sont prises à la majorité absolue des votes de ses membres présents ou représentés, excepté dans le cadre de l'adhésion d'une nouvelle entité constitutive, de modification de la convention et de l'adoption du budget pour lesquels l'unanimité est requise. Dans le cas de l'exclusion d'un membre, les décisions sont prises à l'unanimité des voix (sauf le membre concerné par l'exclusion).

Selon l'ordre du jour, la présidence peut inviter à la réunion du conseil de direction toute personne nécessaire au bon déroulement des débats. Les personnes extérieures invitées sont soumises à une obligation de confidentialité au moins égale aux engagements des Parties précisées à l'article 7-3 du statut de GIS.

### **Article 4-3 : Commission de Coordination Scientifique**

#### **1 - Composition**

Elle est constituée des membres du conseil de direction, des animateurs thématiques et des responsables des sites ateliers et des observatoires, et d'un représentant par unité de recherche associée (liste en annexe 2, celle-ci ne fait pas partie intégrante de la convention). Elle est présidée par la présidence du GIS.

## **2- Attributions**

Elle présente tous les deux ans au comité consultatif le bilan scientifique annuel, résultat des recherches menées dans le GIS.

Elle propose au conseil de direction les programmes de recherche et les actions de valorisation du GIS. Elle réalise sous la responsabilité de la présidence, le rapport scientifique permettant l'évaluation du GIS.

Elle peut proposer au conseil de direction de nouveaux sites et observatoires et de nouveaux thèmes ainsi que l'adhésion de nouvelles entités constitutives. En cas de divergences d'appréciation, la décision appartient au conseil de direction.

## **3 - Fonctionnement**

La commission de coordination scientifique se réunit au moins une fois par an à l'initiative de la présidence du GIS.

Les membres de la commission de coordination scientifique reçoivent, au moins 15 jours avant la réunion, une convocation personnelle avec un ordre du jour. En cas d'absence, ils peuvent se faire représenter. La commission de coordination scientifique peut valablement délibérer si au moins un tiers des entités constitutives sont présentes.

### **Article 4-4 - Comité consultatif**

#### **1 - Composition**

Le comité consultatif est composé des membres de la commission de coordination scientifique et d'un représentant des organismes suivants :

- L'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse
- L'Agence Française pour la Biodiversité
- La Compagnie Nationale du Rhône
- Le Conservatoire d'Espaces Naturels Auvergne Rhône-Alpes
- La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du bassin
- La Fédération des Conservatoires d'espaces naturels
- Electricité de France
- La Métropole Lyon
- La Région Auvergne Rhône-Alpes
- La Région Occitanie Pyrénées-Méditerranée
- La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Le Réseau Régional des Gestionnaires de Milieux Aquatiques de la Région PACA
- Le SGAR
- Rivière Rhône-Alpes Auvergne

Selon l'ordre du jour, la présidence peut inviter à la réunion du comité consultatif, toute personne susceptible de contribuer au bon déroulement des débats.

Ces organismes, ainsi que les personnes extérieures invitées, sont soumis à une obligation de confidentialité au moins égale aux engagements des Parties précisées à l'article 7-3 du statut du GIS. A ce titre, les personnes extérieures signeront un accord de confidentialité.

## **2 - Attributions**

Le comité consultatif :

- donne son avis sur le bilan d'activité qui lui est présenté une fois tous les 2 ans par le conseil de direction et sur le bilan scientifique qui lui est présenté par la commission de coordination scientifique,
- participe à l'élaboration du programme sur objectif du GIS,
- étudie les modes de financement du GIS.

## **3 - Fonctionnement**

Le comité consultatif se réunit au moins une fois tous les 2 ans à l'initiative de la présidence du GIS.

Les membres du comité consultatif reçoivent, au moins 15 jours avant la réunion, une convocation personnelle avec un ordre du jour. En cas d'absence, ils peuvent se faire représenter. Le comité consultatif peut valablement délibérer si au moins un tiers des entités constitutives sont présentes

### **Article 5 - L'évaluation scientifique du GIS**

L'évaluation scientifique du GIS est pilotée par le CNRS.

### **Article 6 - La nature du GIS**

Le GIS n'a pas de personnalité juridique. En conséquence, le GIS ne peut en aucun cas constituer une autorité supérieure à celle des Parties. Tout « affectio societatis » est exclu ainsi que toute assimilation directe ou indirecte à une entité juridique distincte dotée de la personnalité morale.

### **Article 6 - 1 : Moyens propres mis en œuvre directement par les Parties**

Chaque Partie au GIS assure directement la gestion des moyens qu'elle affecte aux actions auxquelles elle participe. A ce titre :

- chaque Partie au GIS conserve sa pleine et entière responsabilité d'employeur, selon les statuts qui lui sont propres, vis-à-vis de ses personnels affectés à la réalisation de l'objet du GIS;
- chaque Partie au GIS garde la gestion de ses crédits selon les règles budgétaires et comptables qui lui sont applicables ;
- chaque Partie au GIS demeure propriétaire du matériel et des connaissances déjà en sa possession.

### **Article 6 - 2 : Moyens mis en commun**

Les Parties peuvent mettre à disposition annuellement des moyens en commun pour des dépenses ou actions communes d'animation et de valorisation (communication ou information) du GIS.

La gestion de ces moyens humains, techniques, matériels est confiée au Graie (Groupe de recherche d'animation technique et d'information sur l'eau) selon les modalités et règles définies dans une convention spécifique.

## **Article 7 - Modalités de coordination – propriété, diffusion et publication des résultats**

### **7-1 - Les contrats**

Les contrats particuliers qui découlent du GIS sont négociés, signés et gérés par les organismes qu'ils impliquent. Ils ne doivent pas être dérogatoires à la présente convention.

Une copie des contrats est envoyée pour information à la présidence du GIS.

### **7-2 - Les résultats**

On entend par « résultats issus du GIS », toutes les connaissances issues de travaux du GIS susceptibles ou non d'être protégées au titre de la propriété intellectuelle, y compris les bases de données, les logiciels, ainsi que les savoir-faire.

Chacune des Parties conserve la propriété exclusive des résultats des travaux, brevetés ou non, du savoir-faire, des connaissances et des droits de propriété intellectuelle et/ou industrielle lui appartenant, développés ou acquis antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente convention ou indépendamment de celle-ci.

Sous réserve du droit des tiers, chacune des Parties dispose d'un droit d'usage non exclusif, non transférable sur les résultats issus du GIS, brevetés ou non, nécessaires à l'accomplissement des missions du GIS.

Les résultats issus du GIS sont réputés être la copropriété des Parties ayant participé à leur obtention au prorata de leurs apports matériels, intellectuels et financiers. Les éventuelles demandes de brevets sont déposées aux noms conjoints des Parties concernées.

Dans ce cas, un règlement de copropriété est établi entre les Parties copropriétaires définissant les règles de protection et d'exploitation desdits résultats au plus tard avant toute exploitation.

### **7-3 - Secret - Publications**

Chaque Partie s'engage à ne pas publier ou divulguer, de quelque façon que ce soit, les informations scientifiques ou techniques appartenant à une autre des Parties dont elle pourrait avoir connaissance à l'occasion de leur coopération scientifique et ce, tant que ces informations ne seront pas du domaine public ou tant qu'elle n'aura pas reçu l'accord explicite des Parties concernées et/ou des parties propriétaires des données.

Les stipulations du présent article resteront en vigueur pendant cinq ans à compter de la date d'expiration de la présente convention nonobstant l'échéance ou la résiliation anticipée de cette dernière.

Toute publication concernant les résultats de recherches effectuées fera apparaître la mention des organismes signataires qui auront participé à la recherche et mentionnera le GIS.

## **Article 8-Ressources**

Le financement des programmes initiés par le GIS est assuré par les Parties participant à ces programmes, les dotations que l'Etat ou d'autres personnes publiques ou privées attribuent aux Parties, les subventions et concours qu'elles obtiennent.

Le GIS étant dépourvu de la personnalité juridique, le GIS ne peut disposer d'un budget propre.

## **Article 9 – Dispositions diverses**

### **Art 9-1 : Responsabilité –Dommages**

#### **9-1.1 – Dommage à l'égard des tiers**

Chacune des Parties reste responsable dans les conditions de droit commun des dommages que son personnel pourrait causer aux tiers à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

#### **9-1.2 – Dommage au personnel**

Chacune des Parties prend en charge la couverture de son personnel conformément à la législation applicable dans le domaine de la sécurité sociale, du régime des accidents du travail et des maladies professionnelles dont il relève et procède aux formalités qui lui incombent.

Chaque Partie est responsable suivant les règles de droit commun des dommages de toute nature causé par son personnel au personnel d'une autre Partie à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

#### **9-1.3 – Dommage aux biens**

Chacune des Parties conserve à sa charge sans recours contre les autres Parties, sauf dans le cas d'une faute intentionnelle, la réparation des dommages subis par ses biens propres, du fait ou à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

#### **9-1.4 – Assurance**

Chacune des Parties, devra, en tant que de besoin souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurance nécessaires pour garantir les éventuels dommages aux biens ou aux personnes qui pourraient survenir dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

La règle selon laquelle « l'Etat est son propre assureur » s'applique aux organismes publics. En conséquence ceux-ci garantissent sur leurs budgets les dommages qu'ils pourraient causer à des tiers du fait de leur activité.

### **Article 9-2 : Intuitu personae**

Les Parties déclarent que la convention est conclue "intuitu-personae ". En conséquence, aucune Partie n'est autorisée à transférer à un tiers tout ou partie des droits et obligations qui en découlent pour elle, sans l'accord préalable et écrit des autres Parties

### **Article 9-3 – Adhésion – Retrait et exclusion d'entités constitutives du GIS**

Les nouvelles adhésions, les retraits ou les exclusions d'entités constitutives (article 3) doivent faire l'objet d'un avenant à la présente convention.

De nouvelles entités constitutives pourront être admises au sein du GIS sur proposition de la commission de coordination scientifique et après décision à l'unanimité du conseil de direction sous réserve de remplir les conditions cumulatives suivantes :

- d'être rattachées à au moins l'une des Parties,
- d'avoir une activité ou un intérêt correspondant aux buts et aux activités du GIS,
- d'accepter de se conformer aux dispositions de la présente convention.

Le retrait d'une entité constitutive peut intervenir à tout moment par lettre recommandée avec accusé de réception de l'entité constitutive concernée à la présidence du GIS. Il prendra effet trois mois après la réception de cette lettre.

L'entité constitutive qui se retire demeurera tenue de ne pas nuire aux intérêts du GIS et restera, pendant une durée de 5 ans engagée par les clauses de l'article 7.

L'exclusion d'une entité constitutive en cas d'inexécution de ses obligations ou pour faute grave est décidée par délibération du conseil de direction conformément à l'article 4-2-3 du GIS et notifiée au directeur de l'entité constitutive concernée par lettre recommandée avec accusé de réception précisant le motif d'exclusion, à moins que dans ce délai l'entité constitutive défaillante n'ait satisfait à ses obligations, ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

L'entité constitutive qui s'est retirée ou a été exclue demeure responsable, tant à l'égard des membres du GIS que des tiers, des obligations mises à sa charge par les contrats spécifiques dans lesquels elle s'est engagée.

#### **Article 9-4 - Résiliation**

Chaque Partie peut, à tout moment, mettre fin à sa participation par dénonciation de la présente convention moyennant un préavis de trois mois adressé aux autres Parties et à la présidence du GIS par lettre recommandée avec accusé de réception, les autres Parties et le conseil de direction se concertent alors pour examiner les conséquences de ce retrait. La Partie souhaitant se désengager ne pourra pas faire opposition à l'utilisation par les autres Parties des résultats obtenus en commun au titre des présentes.

Nonobstant l'échéance ou la résiliation de la présente convention ou encore la dénonciation par l'une des Parties de la présente convention, les dispositions de l'article 7 resteront en vigueur.

#### **Article 9-5 - Loi applicable - Litiges**

La présente convention est soumise aux lois et règlements français.

Si des difficultés surviennent entre les Parties à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, les Parties rechercheront une solution amiable. Le conseil de direction pourra, si possible, résoudre le différend qui, s'il subsiste, sera en dernier ressort porté devant la juridiction française compétente.

#### **Article 9-6 - Durée et Entrée en vigueur de la convention - renouvellement**

La présente convention entre en vigueur pour une durée de quatre (4) ans à compter du terme de la précédente convention.

Au terme de cette période et au plus tard le 31 décembre 2021, les signataires pourront s'ils le souhaitent, renouveler leur coopération pour des périodes de même durée par voie d'avenant à la présente convention.

Fait en 25 exemplaires originaux à Lyon, le 12 décembre 2017.

Le délégué régional du CNRS Rhône-  
Auvergne, par délégation du président  
du CNRS  
Frédéric FAURE

La directrice générale déléguée aux  
affaires scientifiques de l'INRA, par  
délégation du président-directeur  
général de l'INRA  
Christine CHERBUT

Le directeur de l'Ecole Nationale  
Supérieure des Mines de Saint-Etienne  
Pascal RAY

Le président d'IRSTEA  
Marc MICHEL

Le directeur de l'Ecole Nationale  
Supérieure des Mines d'Alès  
Bruno GOUBET

Le directeur de l'INSA de Lyon  
Eric MAURINCOMME

Le directeur de l'ENTPE  
Jean-Baptiste LESORT

L'administrateur général de l'Institut  
polytechnique de Grenoble,  
Pierre BENECH

Le directeur d'HEPIA  
Yves LEUZINGER

Le directeur général de l'IRSN  
Jean-Christophe NIEL

Le président de l'Ecole Normale  
Supérieure de Lyon  
Jean-François PINTON

Le président-directeur général de  
l'Institut de Recherche pour le  
Développement  
Jean-Paul MOATTI

Le président de l'Université Aix-  
Marseille  
Yvon BERLAND

Le président de l'Université Lyon III  
Jacques COMBY

Le président de l'Université d'Avignon et  
des Pays de Vaucluse  
Philippe ELLERKAMP

La présidente de l'Université Lyon II  
Nathalie DOMPNIER

Le président de l'Université Lyon I  
Frédéric FLEURY

Le président de l'Université de Nice  
Sophia Antipolis  
Emmanuel TRIC

Le vice-recteur de l'Université de  
Genève  
Michel ORIS

Le président de l'Université de Nîmes  
Emmanuel ROUX

La présidente de l'Université Grenoble  
Alpes  
Lise DUMASY

Le président de l'Université de Savoie  
Mont Blanc  
Denis VARASCHIN

La présidente de l'Université Jean  
Monnet  
Michèle COTTIER

La directrice de VetAgro Sup  
Emmanuelle SOUBEYRAN

Pour Visa  
Co présidents de la ZABR  
Pierre MARMONIER  
Nicolas LAMOUREUX

## **Annexe 1**

### **Liste des membres du conseil de direction de la ZABR**

#### **par unité de recherche membre**

**LPED UMR 151 (AMU-IRD) : Carole BARTHELEMY\***

**UMR 5600 (CNRS, Universités Jean Moulin Lyon 3, Lumière Lyon 2, Jean Monnet, ENSMSE, ENS de Lyon, INSA de Lyon) : Hervé PIEGAY, Anne HONEGGER, Didier GRAILLOT**

**LEHNA, UMR 5023 (CNRS, Université Claude Bernard - Lyon1, ENTPE, INRA) : Pierre MARMONIER, Sarah PUIJALON, Yves PERRODIN**

**EDYTEM, UMR 5204 (CNRS, USMB) : Fabien ARNAUD\***

**CEREGE, UMR 34 (CNRS, AMU, IRD 237, INRA) : Michal TAL\***

**IMBE, UMR 7263 (CNRS, AMU, IRD, Université d'Avignon) : Evelyne FRANQUET**

**UMR 7300 Espace (CNRS, AMU, Université d'Avignon, UNS) : Philippe MARTIN**

**IGE, UMR 5001 (CNRS, IRD, UGA et Grenoble INP) : Julien NEMERY**

**LGEI (Mines Alès) : Anne JOHANNET\***

**IRSTEA (Aix en Provence, Grenoble, Lyon, Montpellier) : Nicolas LAMOUREUX, Olivier BARRETEAU\***

**LCME EA 1651 (USMB) : Emmanuel NAFFRECHOUX\***

**CARTEL, UMR 042 (INRA, USMB) : Agnès BOUCHEZ**

**DEEP, EA7429 (INSA de Lyon, l'Université Claude Bernard Lyon 1) : Hélène CASTEBRUNET**

**SRTE (IRSN) : Rodolphe GILBIN**

**UMR 5557 « Ecologie Microbienne » (VetAgro Sup CNRS, Lyon I, INRA,) : Benoit COURNOYER**

## **Annexe 2**

### **Liste des membres de la commission de Coordination Scientifique de la ZABR**

Elle est constituée des membres du Conseil de Direction, des animateurs thématiques, des responsables de sites ateliers et des observatoires, et d'un représentant par équipe associée (désigné par leur soin). Elle est présidée par la Présidence du GIS.

**Le Conseil de Direction :**  
**voir Annexe 1 (ci-dessus)**

#### **Les responsables des sites ateliers et observatoires :**

##### **1. SITES ATELIERS**

###### **1.1 ARDIERES**

Véronique GOUY ; IRSTEA

###### **1.2 DROME**

Frédéric LIEBAULT; IRSTEA Grenoble UR Etna  
Florian MALARD, UMR 5023

###### **1.3 ARC ISERE**

Julien NEMERY; IGE  
Benoît CAMENEN; IRSTEA Lyon – UR RIVERLY

###### **1.3 RIVIERES CEVENOLES**

Philippe MARTIN, UMR Espace  
Anne JOHANNET, Mines Alès, LGEI  
Frédéric PARAN, UMR 5600 ENSMSE

###### **1.4 ZONES HUMIDES**

Florent ARTHAUD ; Université de Savoie Savoie Mont Blanc, UMR 042 CARRTEL  
Sara PUIJALON, UMR 5023 LEHNA  
Marylise COTTET, UMR 5600 – ENSL  
Stéphanie FAYOLLE, AMU, IMBE

##### **2. OBSERVATOIRES**

###### **2.1 OTHU**

Sylvie BARRAUD ; INSA DEEP  
Gislain DIPEME, INSA DEEP

###### **2.1 Observatoire des sédiments du Rhône**

Hervé PIEGAY ; UMR 5600 - ENSL  
Olivier RADAKOVITCH; IRSN

###### **2.3 Observatoire lacs alpins**

Bernard MONTUELLE ; INRA – UMR CARRTEL

### **2.3 OHM Vallée du Rhône**

Hervé PIEGAY ; UMR 5600 - ENS

Carole BARTHELEMY ; LPED UMR 151 AMU

### **Les responsables thématiques :**

#### **TH 1) Flux hydriques - contraintes climatiques - ressources**

Didier GRAILLOT ; UMR 5600 - ENSME

Laurent SIMON ; UMR 5023 LEHNA – Université Lyon 1

Eric SAUQUET, IRSTEA Lyon

#### **TH 2) Flux - formes - habitats – biocénoses**

Thibault DATRY; IRSTEA Lyon –UR RIVERLY

Oldrich NAVRATIL ; UMR 5600 - Université Lyon 2

#### **TH 3) Flux – polluants – impacts sur les hydrosystèmes et la santé**

Agnès BOUCHEZ : INRA – UMR CARRTEL

Emmanuel NAFFRECHOUX – Université de Savoie Savoie Mont Blanc - LCME

#### **TH 4) Observation sociale du fleuve - gouvernance**

Anne HONEGGER ; UMR 5600, Lyon 3

### **Les responsables par équipe associée :**

**Laboratoire magmas et volcans :** Véronique LAVASTRE

**Hepia, inTNE :** Franck CATTANEO

**EA 7352-CHROME :** Benoit ROIG